

Une nouvelle politique étrangère.



Article rédigé par *Eric Denece*, le 06 septembre 2016

[Source : Magistro]

Douze réflexions pour une nouvelle politique étrangère.

La France n'a plus de politique étrangère digne de ce nom. Son action internationale semble davantage guidée par les humeurs des Présidents que par la raison, ainsi qu'en témoignent l'américanophilie de Nicolas Sarkozy et la syrophobie de François Hollande. De plus, le ministère des Affaires étrangères est depuis une décennie sous l'influence d'une poignée de diplomates gagnés aux idéaux néoconservateurs américains, qui imposent leurs vues sur tous les dossiers. Si l'on ajoute à cela la partialité de Laurent Fabius - le ministre le plus détesté du Quai d'Orsay - et l'inexistence de Jean-Marc Ayrault, mais aussi la mascarade d'ouvrage de Jean-Yves Le Drian - qui désigne Daesh et le terrorisme islamique comme "l'ennemi", sans évoquer ses géniteurs saoudiens, qataris ni américains - force est de constater que notre action internationale est incohérente et dessert nos intérêts nationaux.

Dans la perspective des élections présidentielles qui auront lieu l'an prochain, il nous paraît utile de livrer quelques idées - quatre principes et huit points d'application - afin de contribuer à la réflexion sur une nouvelle politique étrangère indispensable pour la France, afin que notre pays retrouve sa crédibilité internationale.

Quatre principes

Revenir à une appréciation réaliste des relations internationales

Le monde n'est pas tel que nous voudrions qu'il soit et ne risque guère de le devenir. C'est pourquoi il nous faut le regarder de manière lucide afin de promouvoir et défendre nos intérêts et de contribuer, à notre niveau, à la paix et à la stabilité internationales. Pour cela, il est essentiel de n'être point aveuglé par l'idéologie ou par des "amitiés" de nature à altérer notre perception des événements et infléchir nos orientations. Malheureusement notre diplomatie se caractérise aujourd'hui par de tels errements qui la rendent incohérente et partisane, et qui nous ont fait perdre, en une décennie, une grande part de notre crédibilité internationale.

Réaffirmer notre indépendance d'appréciation des situations

La politique étrangère française doit retrouver sa pleine autonomie, car depuis le milieu des années 2000, elle s'est totalement alignée sur celle des Etats-Unis. Or la vision du monde américaine n'est pas la nôtre et la politique internationale de Washington est discutable - voire dangereuse - sur bien des aspects.

Une telle autonomie ne peut exister sans courage ni indépendance d'appréciation. Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'être "différent" ou "original" pour le plaisir d' "exister", mais d'apporter une réelle pluralité de points de vue dans le concert des nations, car il existe toujours une attente, à travers le monde, d'une voix indépendante. Notre pays, par sa vision et son histoire particulières, a longtemps joué ce rôle utile à la communauté internationale. Il nous faut y revenir.

Sans cette indépendance d'esprit, nous sommes condamnés à être relégués à un second rôle dans le concert des nations ; et sans le courage qui doit nécessairement l'accompagner, nous ne saurions être crédibles afin de jouer un rôle d'intermédiation dans la résolution de crises et conflits internationaux. Surtout, cela pourrait, à terme, nous conduire à perdre notre siège permanent à l'ONU.

Renforcer nos capacités d'intervention militaire extérieure

S'il convient de considérer avec la plus extrême mesure toutes les opérations extérieures, il n'en demeure pas moins que les capacités d'action militaires (coercition ou interposition) demeurent l'un des atouts majeurs de notre politique étrangère et de notre considération mondiale. Quelle que soit l'importance que le

monde moderne porte aux "capacités d'influence", les diplomates sans armée sont peu écoutés et ne pèsent guère. La réduction excessive de notre outil militaire depuis deux décennies nuit directement à notre action diplomatique et économique à l'international (export). Il est primordial de nous doter de moyens suffisants et indépendants afin d'agir sans attendre le bon vouloir de certains de nos alliés. Il n'est pas acceptable que nous devions faire appel quasi systématiquement aux moyens logistiques américains pour conduire nos interventions.

Renforcer notre "diplomatie économique"

Depuis la fin de la Guerre froide, l'économie est redevenue un enjeu central des relations internationales et les rivalités commerciales entre nations développées se sont considérablement accrues. Dans un contexte relevant souvent de la guerre économique, il est essentiel que notre diplomatie contribue directement à la prospérité de notre pays en permettant, par son action, l'accès de nos entreprises aux marchés internationaux dans des conditions optimales et que nous puissions acquérir, auprès de nos partenaires étrangers, les ressources naturelles dont nous avons besoin. Sans faire du Quai d'Orsay un ministère du commerce extérieur bis, force est de reconnaître que les affaires économiques jouent aujourd'hui un rôle aussi important que les questions politiques et que nos succès à l'exportation contribuent directement au renforcement de nos moyens d'action diplomatiques et militaires.

Huit points d'application

Si l'idée de l'**Europe** et la nécessité de sa construction ne paraissent pas devoir être remises en cause, les modalités de cette dernière sont indéniablement à revoir, faute de quoi ce projet pourrait se voir rejeté par les peuples européens eux-mêmes.

Le dogme et la pensée unique actuels, comme le pouvoir excessif de la technocratie bruxelloise, ont montré leurs limites et ne répondent pas aux attentes des nations et des citoyens européens. Les nouveaux entrants d'Europe centrale et orientale ont rejoint l'Union sans satisfaire aux critères imposés à leurs prédécesseurs. Ces entrées, trop hâtives, ont eu des effets néfastes sur l'édifice commun (sécurité, criminalité, concurrence, etc.) et ont contribué à accentuer l'orientation pro-américaine et antirusse de l'Europe, ce qui a pu être observé à l'occasion de la crise ukrainienne.

Le système actuel semble bloqué et doit être réinventé. Le BREXIT pourrait être l'occasion de remettre le processus "à plat", de clarifier les positions et les attentes des Etats-membres, et d'identifier ceux avec lesquels une collaboration pour une intégration plus étroite est possible.

Les Etats-Unis connaissent, depuis la fin de la Guerre froide, une inquiétante dérive hégémonique, autant économique que militaire. Leur politique, agressive et irresponsable, s'est manifestée à l'occasion de l'invasion illégale de l'Irak (2003) qui a durablement déstabilisé le Moyen-Orient sans être d'aucune utilité dans la lutte contre le terrorisme. Leur soutien politique et financier aux "révolutions arabes" (2011) a contribué à semer le chaos dans toute la région, sans satisfaire nullement les aspirations démocratiques des populations. Au contraire, afin de favoriser ses intérêts, Washington a systématiquement aidé les Frères musulmans - promoteurs de l'islam radical - à parvenir au pouvoir. Ceux-ci ont depuis été renversés partout où ils avaient accédé aux affaires par une réaction populaire (Tunisie, Egypte, etc.).

Dans le contexte de la crise syrienne, les Etats-Unis entraînent, arment et soutiennent, des djihadistes avérés, en étroite coopération avec l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, Etats islamistes alliés de l'Occident.

De même, sur le dossier ukrainien (2014), Washington a influencé l'opinion occidentale en présentant une version déformée des faits afin de faire croire à une "agression" de Moscou. Les Américains ne cessent depuis d'alerter sur le "réarmement russe". Rappelons que le budget de défense des Etats-Unis (près de 600 milliards de dollars) est de très loin le premier au monde et qu'il est supérieur aux budgets cumulés des 10 pays qui le suivent, la Russie (près de 70 milliards de dollars) n'arrivant elle-même que loin derrière la Chine et l'Arabie saoudite.

Enfin, il est utile de rappeler qu'au nom de la "guerre contre le terrorisme", les Etats-Unis ont légalisé la torture et ont considérablement développé leur appareil de renseignement et d'action clandestine, accroissant par la même occasion l'espionnage politique et économique de leurs alliés.

Par son alignement sur la politique américaine, notre pays est associé à tous les errements de celle-ci. Il importe donc d'en revenir à une distanciation raisonnable et à un rééquilibrage de nos alliances.

D'autant que sur le plan économique, nous sommes soumis à un véritable racket. En effet, depuis la fin de la Guerre froide, Washington a développé une stratégie planétaire de domination économique. Les Etats-Unis d'Amérique usent et abusent de tout un arsenal de méthodes afin d'assurer chaque jour davantage leur

hégémonie sur les marchés mondiaux. Celles-ci ont pour but d'affaiblir les entreprises concurrentes, de leur interdire l'accès à certains marchés - afin de les réserver aux groupes américains - ou encore de les sanctionner lorsqu'elles sont parvenues à devancer économiquement leurs rivales d'outre-Atlantique. Dans cet arsenal, l'application extraterritoriale du droit et de sanctions est leur arme favorite et les règles juridiques édictées à Washington s'imposent aujourd'hui au reste du monde. Ainsi, la lutte anticorruption a été détournée et instrumentalisée par le département américain de la Justice pour extorquer des milliards d'euros à des entreprises étrangères. Technip et Alstom en ont été victimes, et Sanofi, Airbus et Safran, devraient l'être prochainement. Nous ne pouvons rester sans réagir devant de telles pratiques.

La Russie a toujours été et reste un partenaire majeur pour la France. Après une période d'effacement de deux décennies, elle redevient un acteur significatif du jeu international. Le *Russian Bashing*, très populaire dans les médias occidentaux depuis quelques temps et impulsé par les milieux anglo-saxons, ne reflète pas la réalité.

A l'occasion des crises libyenne (2011) et syrienne, les autorités russes ont fait preuve de plus de bon sens que les Occidentaux. En Syrie, Moscou a contribué à stabiliser un régime, certes discutable et à affaiblir les islamistes... soutenus par l'Occident ! Dans le dossier ukrainien, il convient de rappeler avec force que contrairement aux idées fausses, la Russie n'est pas l'agresseur, même s'il elle a réagi en reprenant le contrôle de la Crimée.

Certes, Moscou n'est pas une démocratie aussi parfaite que certains le souhaiteraient. Mais ceux qui critiquent Vladimir Poutine ne semblent curieusement pas s'offusquer de nos relations étroites avec le roi d'Arabie saoudite, l'émir du Qatar ou certains chefs d'Etat africains. Parler aujourd'hui d'une menace russe n'a pas de sens, car ses intentions, ses capacités et sa population ne lui permettent en rien de rivaliser militairement et économiquement avec les Etats-Unis et nous devons donc revoir notre position à son égard. Surtout, il convient de ne pas oublier que nous n'avons pas respecté nos engagements de livrer deux navires amphibies *Mistral* à la marine Russe, sous la pression américaine, ce qui a contribué à saper davantage encore notre crédibilité sur la scène internationale.

L'OTAN. Pour les raisons qui précèdent, il est indispensable que nous quittions le commandement intégré de l'Alliance atlantique et revenions à la situation d'avant 2008. Cette organisation collective, qui a, par la passé, pleinement joué son rôle, n'a d'autre raison d'être depuis la fin de la Guerre froide que de satisfaire les intérêts américains et notre retour en son sein nous a placé en situation d'auxiliaires. Certes, quitter l'organisation intégrée ne nous apportera rien, mais y demeurer nous conduit à assumer des positions collectives qui sont contraires à nos intérêts.

L'Afrique. Nous devons reconstruire une expertise majeure sur ce continent qui fonde notre rôle international. En effet, nous avons considérablement régressé sur ce point au cours des deux dernières décennies, car nos élites sont aujourd'hui plus intéressées par d'autres régions et d'autres marchés, indéniablement plus prometteurs. Toutefois, ceux-ci ne nous "servent" guère en matière de rayonnement international. Conséquence de ce désintérêt progressif à l'égard de l'Afrique, les Etats-Unis et la Chine tendent partout à occuper des places qui furent longtemps les nôtres. Nous ne pouvons nous désintéresser d'Etats et de peuples dont les destins ont longtemps été liés à la France.

D'autant que l'Afrique est par excellence le continent de la Francophonie. Sa progression démographique est un atout majeur dans la défense et la promotion internationale de notre langue et de notre culture. De plus, l'Afrique est aussi un marché pour nos entreprises et un réservoir considérable de ressources naturelles, à l'exploitation desquelles nous pouvons contribuer, tout en permettant aux populations locales d'en profiter. Mais l'Afrique demeure toujours un continent où règnent l'insécurité et l'instabilité politique. Notre sécurité est directement concernée par le développement local du terrorisme islamique (Sahel, Libye, Nigéria) et par les flux criminels et d'immigration, qui la traversent et aboutissent chez nous. Par ailleurs, il convient de ne pas oublier que nous sommes responsables du chaos régional déclenché par notre intervention en Libye (2011).

Contribuer au développement et à la sécurité de l'Afrique doit redevenir une priorité française, afin de régler localement certains problèmes qui, s'ils n'étaient pas résolus, auraient inmanquablement des conséquences sur notre sol. En effet, les conditions locales sont toujours aussi précaires, en dépit de l'argent déversé à flots par les organismes internationaux et les Etats occidentaux ; les différences de revenus entre les classes dirigeantes et la population sont de plus en plus marquées ; pauvreté et inégalités sont des véritables ferments de crises. Nous ne pouvons rester sans réagir devant une situation aussi explosive, qui fait le lit d'idéologies extrêmes, de la criminalité et de l'immigration. C'est pourquoi il est inadmissible que l'aide

publique au développement et les budgets consacrés à la coopération sécuritaire ne cessent de baisser en France. Toutefois, il importe de veiller scrupuleusement à la destination des aides et de conduire directement les projets afin que ceux-ci arrivent à terme et que les fonds ne soient pas détournés à d'autres fins ou par les dirigeants. Il faut que cela profite directement aux populations.

Notre pays est aujourd'hui confronté à la double menace de l'islam radical et terroriste dont le foyer se situe au **Moyen-Orient**. Puisque la guerre a été déclarée - non officiellement - à Al-Qaida et Daech, il convient donc de lutter contre les idéologies sur lesquelles se fondent ces mouvements radicaux (salafisme, wahhabisme, Frères musulmans) et les Etats qui les soutiennent : Arabie saoudite, Qatar et Turquie - ce dernier gouvernement s'attachant depuis une décennie à ré-islamiser le pays.

Un virage à 180° vis-à-vis de ces trois Etats s'impose, car ils prônent une idéologie haineuse, contraire à nos valeurs et financent le terrorisme et l'extrémisme religieux partout dans le monde, et jusque dans nos banlieues. Il convient de dépasser les promesses - parfois illusoires - de contrats mirobolants et ne pas se laisser acheter par des émirs autocrates, dont les comportements à l'égard de leur propre population et des étrangers sont encore plus éloignés des règles démocratiques que ceux de la Syrie et de l'Iran. De même, il convient de reconsidérer notre position à l'égard de Téhéran, acteur majeur au Moyen-Orient et cesser de ne voir ce pays qu'à travers le prisme déformant qu'en donnent nos alliés américains, israéliens et sunnites.

La Chine n'est certes pas une démocratie et de nombreuses critiques peuvent être formulées à l'encontre de sa politique (droits de l'homme, Tibet, revendications maritimes en mers de Chine). Mais se polariser seulement sur le chemin qui lui reste à parcourir et non sur les évolutions déjà réalisées n'aidera pas à infléchir certains de ses comportements. S'il convient évidemment de rester vigilant quant à son évolution (notamment militaire), il serait malheureux de se priver de possibles coopérations qui pourraient être profitables à nos deux pays.

En effet, la France dispose aujourd'hui du second domaine maritime mondial, qu'elle n'exploite pas ou prou. La Chine a pour sa part d'énormes besoins (énergie, ressources alimentaires, etc.) qu'elle cherche à satisfaire. Aussi, il pourrait être opportun de réfléchir à une coopération stratégique en matière d'exploitation des océans entre nos deux pays, qui pourrait relancer notre économie, notre recherche scientifique, favoriser le développement de nos régions d'outre-mer et, partant d'accroître notre capacité d'influence sur la politique chinoise, par des actes positifs et non par des dénonciations répétées.

Contribution à la stabilité et à la paix mondiales

L'évolution de la situation internationale n'ayant rien de comparable avec un long fleuve au cours tranquille ; la résolution négociée, si ce n'est pacifique, des crises et conflits qui se succèdent doit être privilégiée à toute solution militaire. Dans cette perspective, notre pays, par son expérience et sa position d'autonomie retrouvée, doit continuer à jouer un rôle majeur de médiation entre les acteurs impliqués dans ces situations - crise israélo-arabe notamment - afin de contribuer à l'amélioration de la stabilité internationale, à la protection des populations et à la résolution des conflits.

Ce rôle ne pourra être assuré que si nous sommes à la fois crédibles et indépendants et que nous n'apparaissions pas comme marqués par une lecture partisane des relations internationales ou inféodés à une autre puissance.

Hors du camp occidental, nombreux sont les acteurs internationaux qui déclarent : "*France is back*". Il faut comprendre ce propos non comme le retour de notre pays comme un acteur majeur du jeu international, mais au contraire comme le fait que nous sommes rentrés dans le rang, sous le leadership américain, à l'image de tous les autres Européens. Cela ne correspond ni à notre histoire, ni à nos aspirations, ni à nos intérêts.

C'est donc à un repositionnement complet de notre politique étrangère qu'il convient d'œuvrer. Sortir de l'OTAN ; marquer notre indépendance et de la distanciation vis-à-vis des Etats-Unis ; repenser puis relancer la construction européenne ; reconsidérer nos relations avec les Etats islamistes ; redynamiser notre politique africaine ; et envisager des partenariats nouveaux avec la Russie et la Chine : voici quelques pistes - non exhaustives - qui méritent d'être prises en considération afin de rénover notre approche des questions internationales et d'offrir un autre visage au monde que celui d'une diplomatie française gagnée aux idéaux néoconservateurs.

Mais cela ne sera possible qu'en redonnant à notre diplomatie les moyens d'action nécessaires. Le Quai d'Orsay - qui est l'un des plus petits ministères du gouvernement - dispose d'un budget contraint, en réduction constante, et la situation de dénuement dans laquelle se trouve certaines de nos ambassades ne leur permet pas de disposer de moyens d'action à la hauteur des enjeux et de nos ambitions.

Paru sur le site du *Centre Français de Recherche sur le Renseignement (Cf2R)*, éditorial, 1^{er} septembre 2016

Cet éditorial est publié simultanément sur les sites du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de l'Institut de veille et d'études des relations internationales et stratégiques (IVERIS, www.iveris.eu).